

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/114
13 septembre 2003

(03-4902)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

LIECHENSTEIN

Déclaration de S.E. M. Ernst Walch
Ministre des affaires étrangères

Je voudrais tout d'abord remercier le peuple et le gouvernement mexicains d'avoir accueilli cette Conférence ministérielle et leur faire part de ma gratitude pour l'excellente organisation de cette événement important. Je voudrais aussi remercier le président du Conseil général et le Directeur général, et tous ceux qui les ont aidés, pour les travaux préparatoires faits à Genève.

Nous nous joignons aussi à l'Assemblée pour souhaiter la bienvenue aux Membres les plus récents: le Cambodge et le Népal.

À Doha, il y a deux ans, nous avons lancé un cycle de négociations ambitieux et de large portée. L'objectif était de renforcer encore davantage le système commercial multilatéral fondé sur des règles et, ce faisant, l'économie mondiale. Nous avons aussi pris l'engagement de faire en sorte que les pays en développement tirent profit du système commercial multilatéral.

Par rapport au calendrier établi à Doha, des retards peuvent être constatés à cette Conférence. À l'heure où je parle, il y a encore de grandes divergences d'opinions entre les Membres. Cette Conférence ne peut donc pas se contenter de faire le point des travaux. Nous sommes ici pour donner un nouvel élan à nos négociations commerciales. Les Ministres devront pour cela prendre des décisions et donner des orientations stratégiques courageuses et, je tiens à le souligner, il faudra beaucoup de flexibilité et de compréhension pour tenir compte des positions de chacun et des divergences de vues. Les situations que connaissent les Membres de cette Organisation sont trop diverses pour qu'il soit possible de trouver une solution qui convienne à tous. Cela est particulièrement vrai pour l'agriculture. Il nous faut accepter le fait que la nature, dans sa magnifique diversité, ne connaît pas les frontières nationales et ne distribue pas également sa richesse à tous les pays.

Notre secteur agricole est petit non seulement en chiffres absolus mais aussi en chiffres relatifs. Il représente moins de 1 pour cent de l'emploi et, naturellement, le pays est importateur net de produits alimentaires. L'agriculture, dans de nombreux pays, y compris le mien, est plus que la simple production de denrées alimentaires. Notre secteur agricole a connu, au cours des dernières décennies et des dernières années, des modifications structurelles considérables. Non seulement il serait impossible sur le plan politique et social d'accepter que pour des raisons environnementales, ce secteur soit tout simplement détruit, mais, dans notre cas, cela serait aussi irresponsable. Dans un environnement commercial pleinement libéralisé, notre type d'agriculture, que la nature a imposé à notre peuple, ne pourrait pas survivre.

Nous demandons donc, avec beaucoup d'autres, qu'il soit dûment tenu compte des considérations autres que d'ordre commercial, ce qui signifie que des mesures à la frontière adéquates seront maintenues et que la libéralisation commerciale devra être progressive.

En tant que mesure nécessaire associée à des concessions consenties dans les négociations sur l'agriculture, nous estimons que l'extension de la protection des indications géographiques aux produits autres que les vins et les spiritueux doit faire partie de cet engagement unique.

Au sujet des produits non agricoles, les progrès à Genève ont été plus substantiels. Dans ce secteur – l'élément central traditionnel des activités de l'OMC – nous devrions viser un résultat plus ambitieux. Une amélioration de l'accès aux marchés signifie une expansion du commerce, et une expansion du commerce est avantageuse pour tous, pays développés comme pays en développement. Elle offre aussi la possibilité d'accroître les échanges entre pays en développement.

Les services représentent une partie importante de l'ensemble global que constitue ce cycle de négociations. Mon pays a présenté une offre de vaste portée il y a deux mois environ.

Nous avons toujours été favorable à un programme de travail large et nous appuyons par conséquent l'inclusion de négociations sur les quatre questions de Singapour dans le cycle de Doha pour le développement.

Les résultats des négociations devraient être avantageux pour tous. À cet égard, je suis heureux de voir qu'il est tenu compte dans tous les domaines de négociations des préoccupations spécifiques des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés. L'intégration des pays en développement dans le système multilatéral et dans l'économie mondiale en tant que telle est un défi considérable, l'un des plus importants, sinon le plus important, de notre époque.

Beaucoup ont déclaré ces derniers jours que nous devons faire en sorte que cette Conférence soit un succès. Notre tâche ici à Cancún est d'établir le cadre qui permettra de mener à bien en temps voulu le Programme de Doha pour le développement, auquel mon pays est fortement attaché. Nous devons veiller à ce que notre système soit adapté aux réalités et aux besoins de l'économie de ce siècle. Il n'existe rien qui puisse remplacer le système commercial multilatéral de l'OMC. Par conséquent, faisons de cette Conférence un succès.
